

## Arrêté municipal n°2023-31

### autorisant un commerçant à occuper le domaine public

#### Le Maire de Chanaz

Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Chevalier de l'Ordre National des Palmes académiques,

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L 2213-1 et suivants,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-1, L.2122-1-1 et suivants

VU le code de la voirie routière,

VU la délibération du conseil municipal fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal,

Vu la délibération n°2020-06-08 du 19/06/2020, approuvant le cahier des prescriptions architecturales et paysagères des kiosques situés à la base de loisirs,

VU la demande en date du 01/03/2023, par laquelle M. MACHET Alexandre représentant la société Le Burger du Canal, sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public communal en vue d'exercer son activité commerciale de restauration rapide.

#### ARRETE :

##### Article 1<sup>er</sup> : Autorisation

M. Alexandre MACHET représentant la société Le Burger du Canal est autorisé à occuper 39m<sup>2</sup> de l'espace public situé au bord de la Via Rhôna ce qui comprend l'installation d'un chalet sans emprise au sol, pour une activité de restauration rapide (vente de burgers, desserts pâtisseries et boissons, pas de glace).

– longueur :13mètres

– largeur : 3 mètres.

Délimitation de l'emplacement et sa situation précisés sur le plan ci-joint.

## Article 2 : Durée et régime de l'autorisation

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable à compter du 01/04/2023 et jusqu'au 31/12/2023. Elle est personnelle, incessible.

Son annulation interviendra de plein droit en cas de cessation ou de changement d'activité.

Elle pourra faire l'objet d'un renouvellement express sur demande écrite.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

La présente autorisation est révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non-respect par le permissionnaire, des conditions précitées, ou pour toute autre raison d'intérêt général.

## Article 3 : Droits d'occupation

Conformément à la délibération du conseil municipal susvisée, le règlement des droits d'occupation du domaine public, devra être effectuée, aux soins du receveur municipal, au plus tard le 31/12/2023, pour sa durée totale.

Son montant est de 1 419.71 Euros HT (309 jours d'occupation)

Son non-paiement entraîne de plein droit le retrait de l'autorisation.

## Article 4 : Obligations du bénéficiaire

Le permissionnaire veillera à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toutes la période d'occupation. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

Plu particulièrement il ne devra en aucun cas empiéter sur la ViaRhôna et devra respecter le cahier de prescriptions architecturales et paysagères des kiosques situés à la base de loisirs, adopté le 19/06/2020.

Le chalet devra être installé sur une remorque permettant l'évacuation en cas de crue soudaine.

## Article 5 : Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant M. Yves HUSSON, maire de Chanaz, dans le délai maximum de 2 mois à compter de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de 2 mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours peut être également introduit devant le juge administratif, dans le délai maximum de 2 mois à compter de la publication de l'arrêté ou du rejet du recours par l'Administration.

## Article 6 : MM.

- le directeur général des services communaux ou le secrétaire de mairie,
- le commandant de la brigade de gendarmerie,
- le chef de poste de la police municipale, et tous les agents habilités à constater les contraventions à la police de la circulation,

sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent Arrêté.

## COPIES À :

- M. Alexandre MACHET, représentant le Burger du Canal : 2 exemplaires, dont un pour affichage sur les lieux d'application ;
- M. WIRTH Gilles, Major de la brigade de gendarmerie de Chindrieux,
- M. RAMPNOUX, receveur municipal.

Fait à Chanaz, le 30 mars 2023

Le Maire, Yves HUSSON

  


